

VD_GERICHTE TR25.019224 vom 14. November 2025

VD Tribunal cantonal, 2025-11-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_TR25.019224

FR: VD_GERICHTE TR25.019224 du 14 novembre 2025

IT: VD_GERICHTE TR25.019224 del 14 novembre 2025

Erwägungen

E. 5

septembre 2025 par la Présidente du Tribunal civil de l'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois dans la cause divisant l'appelant d'avec B.Z._____, à [...], intimée, la Juge unique de la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal considère : 1104

- 2 - En fait : A. a) A.Z._____, (ci-après : l'appelant) et B.Z._____, (ci-après : l'intimée) se sont mariés le [...] 2016. Un enfant est issu de cette union : C.Z._____, né le [...] 2016. b) Les parties vivent séparées depuis le 20 avril 2023. B. a) Les parties ont été opposées dans une procédure de mesures protectrices de l'union conjugale. Les modalités de leur séparation ont été réglées par deux conventions, ratifiées pour valoir ordonnances de mesures protectrices de l'union conjugale, signées respectivement lors des audiences des 7 juillet 2023 et 11 avril 2024. Par convention du 7 juillet 2023, les parties sont notamment convenues de vivre séparées pour une durée indéterminée, d'attribuer la jouissance du domicile conjugal à l'intimée, l'appelant s'acquittant des frais y afférents, de confier la garde de l'enfant C.Z._____ à l'intimée, d'octroyer un droit de visite libre et large à l'appelant et, à défaut d'entente, qu'il ait son fils auprès de lui tous les mercredis de la sortie de l'école jusqu'au jeudi matin à l'entrée de l'école, tous les vendredis de la sortie de l'école jusqu'au samedi matin à 9 heures, un week-end sur deux, du vendredi à la sortie de l'école au dimanche à 20 heures, durant la moitié des vacances scolaires et des jours fériés. Elles sont également convenues que l'appelant contribuerait à l'entretien de son épouse par le versement d'une pension mensuelle de 200 fr. par mois, payable d'avance le premier de chaque mois dès le 1er août 2023, et à l'entretien de l'enfant C.Z._____ par le versement d'une pension mensuelle de 3'500 fr., allocations familiales éventuelles en plus, payable d'avance le premier de chaque mois à l'intimée dès le 1er août 2023. Cette convention précisait que les contributions d'entretien étaient calculées sur la base de revenus

- 3 - mensuels nets, versés douze fois l'an et hors allocations familiales, d'environ 14'000 fr. pour l'appelant et d'environ 1'000 fr. pour l'intimée. Par convention du 11 avril 2024, les parties sont notamment convenues de modifier la convention du 7 juillet 2023, en ce sens que l'appelant exercerait un libre et large droit de visite sur l'enfant C.Z._____, d'entente avec l'intimée, et qu'à défaut d'entente, il l'aurait auprès de lui, transports à sa charge, tous les mardis de la sortie de l'école jusqu'au jeudi matin à l'entrée à l'école, un week-end sur deux, du vendredi à la sortie de l'école au dimanche à 20 heures, ainsi que durant la moitié des vacances scolaires et des jours fériés. En outre, les parties se sont engagées à limiter en l'état leur communication aux questions concernant l'enfant C.Z._____ et à l'organisation du droit de visite sur celui-ci, ainsi qu'à réfléchir à un travail de médiation, respectivement à un travail de coparentalité. b) Le 23 avril 2025, l'appelant a déposé une demande unilatérale en divorce. c) Par requête de mesures

provisionnelles du 23 avril 2025, l'appelant a conclu à ce qu'un système de garde alternée soit instauré pour l'enfant C.Z._____, en ce sens que celui-ci serait auprès de chacun de ses parents, alternativement entre eux à raison d'une semaine sur deux, le passage de l'enfant intervenant le dimanche soir à 18h00 au domicile du parent gardien, durant la moitié des vacances scolaires et alternativement durant les jours fériés, à ce que le domicile de l'enfant C.Z._____ soit auprès de l'appelant, à ce que l'entretien convenable de cet enfant soit fixé à un montant de 847 fr. 55, à ce que ses coûts directs soient directement acquittés par l'appelant, l'intimée conservant les allocations familiales, et à ce qu'aucune contribution d'entretien ne soit due entre parties. L'intimée a conclu au rejet de cette requête.

- 4 - d) Une audience de mesures provisionnelles a eu lieu le 23 mai 2025, lors de laquelle la conciliation a échoué. Les parties ont donc été entendues. A cette occasion, l'appelant a déclaré souhaiter l'instauration d'une garde alternée sur son fils, dans l'idéal une semaine sur deux. A défaut, il a indiqué souhaiter l'avoir auprès de lui du mardi à la sortie de l'école jusqu'au dimanche soir une semaine sur deux. L'intimée, quant à elle, a notamment déclaré que son taux de travail oscillait entre 30 et 40 % et que ses revenus mensuels nets s'élevaient à 1'500 fr. dont 200 fr. étaient déclarés, le solde étant perçu au noir. e) L'enfant C.Z._____ a été entendu le 25 juin 2025. C. Par ordonnance de mesures provisionnelles du 5 septembre 2025, la Présidente du Tribunal civil de l'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois (ci-après : la présidente ou la première juge) a rejeté la requête de mesures provisionnelles déposée le 23 avril 2025 par l'appelant (I), a dit que les frais judiciaires et les dépens suivraient le sort de la cause au fond, sous réserve des règles sur l'assistance judiciaire (II), a rejeté toutes autres ou plus amples conclusions (III) et a déclaré l'ordonnance immédiatement exécutoire, nonobstant appel (IV). D. a) Par acte du 6 octobre 2025, A.Z._____ a interjeté appel contre cette ordonnance et a pris les conclusions suivantes, avec suite de frais et dépens : « Principalement : I. L'appel est admis. II. La requête de mesures provisionnelles déposée le 23 avril 2025 par A.Z._____ est admise en ce sens qu'il est constaté que les parties, A.Z._____ et B.Z._____, née [...] exercent une garde alternée sur leur fils C.Z._____, né le [...], selon les modalités suivantes : ■ C.Z._____ sera auprès de son père tous les mardis de la sortie de l'école jusqu'au jeudi matin à l'entrée de l'école ;

- 5 - ■ un week-end sur deux du vendredi à la sortie de l'école au lundi matin à l'entrée de l'école ; ■ la moitié des vacances scolaires ; ■ alternativement à Pâques ou à Pentecôte, à Noël ou à Nouvel An, à l'Ascension ou au Jeûne fédéral ; ■ chaque partie pourra appeler C.Z._____ sur le téléphone de l'autre parent lorsque l'enfant se trouve chez l'autre parent, à raison de deux fois par semaine de vacances ou plus souvent si l'enfant le souhaite (appels vidéos possibles) ; ■ A.Z._____ pourra également appeler son fils tous les lundis soirs à 18h30 ; ■ S'agissant des jours fériés et des vacances suivants, chaque parent fera part à l'autre parent de ses souhaits de dates de vacances à tout le moins deux mois à l'avance, l'autre parent disposant d'un délai d'une semaine pour répondre à cette proposition. III. Subsidiairement, C.Z._____ sera auprès de sa mère du lundi au mercredi à midi, respectivement C.Z._____ sera sous la garde de son père du mercredi à midi au vendredi à la sortie de l'école, l'enfant se rendant en alternance un week-end sur deux auprès de chacun de ses parents, respectivement la moitié des vacances scolaires, alternativement à Pâques ou à Pentecôte, à Noël ou à Nouvel An, à l'Ascension ou au Jeûne fédéral auprès de l'un ou l'autre de ses parents selon un calendrier des vacances établi par

les parties au moins deux mois à l'avance, l'autre parent disposant d'une semaine pour répondre à la proposition formulée. IV. Le domicile de l'enfant C.Z._____, né le [...] correspond à celui de son père A.Z._____, soit à [...], à [...]. V. Le coût de l'entretien convenable de C.Z._____, né le [...] se monte à tout le moins à CHF 847.50. VI. A.Z._____ s'acquittera en direct de l'ensemble des coûts liés à son fils C.Z._____, né le [...], étant précisé que B.Z._____, née [...] conservera les allocations familiales. VII. Aucune contribution d'entretien n'est due entre parties. VIII. Les parties sont exhortées à entreprendre une forme de coparentalité que ce soit par le biais d'une médiation ou d'un travail thérapeutique familial. IX. Un curateur d'assistance éducative en vertu de l'art. 308 al. 2 CC soit mis en œuvre (curateur privé) dont le nom sera précisé en cours d'instance avec mandat de régler tout éventuel différend qui pourrait survenir dans l'exercice du planning des vacances ou du droit aux relations personnelles entre les parents. X. Toute autre ou plus ample conclusion est rejetée. » A l'appui de son acte, l'appelant a produit douze pièces sous bordereau.

- 6 - b) L'intimée n'a pas été invitée à se déterminer. c) Par avis du 31 octobre 2025, les parties ont été informées que la cause était gardée à juger, qu'il n'y aurait pas d'autre échange d'écritures et qu'aucun fait ou moyen de preuve nouveau ne serait pris en compte. En droit : 1. 1.1 L'appel est recevable contre les décisions de première instance sur les mesures provisionnelles (art. 308 al. 1 let. b CPC [Code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272]), dans les causes non patrimoniales ou dont la valeur litigieuse au dernier état des conclusions est de 10'000 fr. au moins (art. 308 al. 2 CPC). Si l'affaire relève du droit de la famille et ne porte pas que sur les aspects financiers, il s'agit d'une cause non patrimoniale (cf. par ex. TF 5A_260/2019 du 5 novembre 2019 consid. 1). Les mesures provisionnelles en droit de la famille sont régies par la procédure sommaire (art. 248 let. d CPC) et le délai pour l'introduction de l'appel est de trente jours (art. 314 al. 2 CPC). L'appel est de la compétence d'un membre de la Cour d'appel civile statuant en qualité de juge unique (art. 84 al. 2 LOJV [loi d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979 ; BLV 173.01]). 1.2 Formé en temps utile par une partie ayant un intérêt digne de protection (art. 59 al. 2 let. a CPC) contre une ordonnance de mesures provisionnelles portant sur des conclusions non patrimoniales, l'appel est recevable. 2.

- 7 - 2.1 L'appel peut être formé pour violation du droit ou constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge, et doit le cas échéant appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC. Elle peut revoir librement l'appréciation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (ATF 138 III 374 consid. 4.3.1 ; TF 5A_340/2021 du 16 novembre 2021 consid. 5.3.1 ; TF 4A_215/2017 du 15 janvier 2019 consid. 3.4). Hormis les cas de vices manifestes, elle doit toutefois se limiter à statuer sur les critiques formulées dans la motivation écrite de l'appel (ATF 147 III 176 consid. 4.2.1 ; ATF 142 III 413 consid. 2.2.4). 2.2 Dans le cadre de mesures provisionnelles, le juge statue en application de la procédure sommaire (art. 248 let. d et 271 let. a CPC par analogie) et établit les faits d'office en vertu de la maxime inquisitoire (art. 272 et 296 al. 1 CPC). S'agissant d'une question relative à des enfants mineurs, le juge n'est pas lié par les conclusions des parties en vertu de la maxime d'office (art. 296 al. 3 CPC). Il se prononce sur la base de la simple vraisemblance des faits après une administration limitée des preuves (ATF 138 III 97 consid. 3.4.2 et réf. cit. ; TF 5A_466/2019 du 25 septembre 2019 consid. 4.2), en se fondant sur les moyens de

preuve immédiatement disponibles (ATF 139 III 86 consid. 4.2 ; ATF 131 III 473 consid. 2.3 ; TF 5A_157/2020 du 7 août 2020 consid. 4.2 et réf. cit.). L'application des maximes inquisitoire et d'office prévue par l'art. 296 CPC s'étend à la procédure d'appel (TF 5A_895/2022 du 17 juillet 2023 consid. 9.3 et les réf. cit.). 2.3 En vertu de l'art. 317 al. 1bis CPC, lorsque l'instance d'appel doit, comme en l'espèce, examiner les faits d'office, elle admet les faits et moyens de preuve nouveaux jusqu'aux délibérations (ATF 144 III 349 consid. 4.2.1 ; TF 5A_451/2020 du 31 mars 2021 consid. 3.1.1). De plus, l'instance d'appel peut ordonner d'office l'administration de tous les moyens de preuve propres et nécessaires à établir les faits pertinents pour

- 8 - rendre une décision conforme à l'intérêt de l'enfant (art. 316 al. 3 CPC ; ATF 144 III 349 précité consid. 4.2.1 ; ATF 128 III 411 consid. 3.2.1). Il en résulte que l'ensemble des pièces produites par l'appelant sont recevables. Il en a été tenu compte dans la mesure de leur pertinence. 2.4 L'application des maximes inquisitoire illimitée et d'office n'atténue pas l'obligation de motivation ancrée à l'art. 311 al. 1 CPC (ATF 138 III 374 consid. 4.3.1 ; TF 4A_476/2015 du 11 janvier 2016 consid. 3 in Revue suisse de procédure civile [RSPC] 2016 p. 190 ; TF 5A_453/2022 du 13 décembre 2022 consid. 3.1 ; Juge unique CACI 2 août 2021/372 consid. 3). En vertu de cette obligation, l'appelant doit démontrer le caractère erroné de la motivation de la décision attaquée et son argumentation doit être suffisamment explicite pour que l'instance d'appel puisse la comprendre, ce qui suppose une désignation précise des passages de la décision qu'il attaque et des pièces du dossier sur lesquelles repose sa critique (ATF 141 III 569 consid. 2.3.3 ; ATF 138 III 374 consid. 4.3.1 ; TF 5A_356/2020 du 9 juillet 2020 consid. 3.2). Il doit tenter de démontrer que sa thèse l'emporte sur celle de la décision attaquée en s'efforçant d'établir que, sur les faits constatés ou sur les conclusions juridiques qui en ont été tirées, la décision attaquée est entachée d'erreurs, ce qu'il ne peut faire qu'en reprenant la démarche du premier juge et en mettant le doigt sur les failles de son raisonnement. A défaut, l'appel est irrecevable (TF 5A_779/2021, 5A_787/2021 du 16 décembre 2022 consid. 4.3.1). De surcroît, il n'appartient pas au tribunal de conseiller les parties du point de vue procédural. Il ne leur vient en aide que par des questions adéquates afin que les allégations nécessaires et les moyens de preuve correspondants soient précisément énumérés, mais il ne se livre à aucune investigation de sa propre initiative. Lorsque les parties sont représentées par un avocat, le tribunal peut et doit faire preuve de retenue, comme dans un procès soumis à la procédure ordinaire. En outre, le tribunal ne doit pas tenir compte de faits qui n'ont pas été allégués et il ne lui appartient pas de fouiller le dossier pour tenter d'y trouver des

- 9 - moyens de preuve en faveur d'une partie (ATF 141 III 569 consid. 2.3.1 et 2.3.2 ; TF 4A_67/2021 du 8 avril 2021 consid. 4.1.1 et les réf. cit.). Ainsi, le juge n'a pas l'obligation d'instruire d'office le litige lorsqu'une partie renonce à expliquer sa position (ATF 141 III 569 consid. 2.3.1 ; TF 5A_622/2020 du 25 novembre 2021 consid. 3.2.2 ; Juge unique CACI 4 mai 2023/183 consid. 2.3). 3. 3.1 Dans un premier grief, l'appelant soutient que l'élargissement de son droit aux relations personnelles sur l'enfant C.Z. _____ s'apparente à une forme de garde alternée. A l'appui de sa conclusion, l'appelant invoque plusieurs circonstances, à savoir que son fils passerait 42 % de son temps auprès de lui, qu'il serait présent pour ses cours et compétitions de [...], qu'il aurait pris l'initiative de mettre sur pied des cours d'appui qu'il assumerait seul financièrement et que les déclarations de l'enfant C.Z. _____, protocolées lors de son audition en ce sens qu'il souhaitait un statu quo, devraient être pondérées compte tenu de son âge. L'appelant

soutient au surplus que l'enfant C.Z._____ serait influencé par la présence d'un chat au domicile de l'intimée, que cette dernière a été récemment condamnée en première instance pour menaces qualifiées à son encontre et que des manquements éducatifs graves ont été relevés chez celle-ci ayant nécessité l'intervention des enseignants de l'enfant C.Z._____. De surcroît, l'appelant fait valoir que les difficultés de communication tiendraient pour l'essentiel au comportement de l'intimée et qu'il en découlerait un manque de cadre dans l'exercice conjoint de la parentalité, respectivement de confiance réciproque.

3.2 Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement, la possibilité d'une garde alternée est examinée si le père, la mère ou l'enfant le demande (art. 298 al. 2ter CC). Le juge doit alors évaluer, sur la base de la situation de fait actuelle, ainsi que de celle qui prévalait avant la séparation des parties, si l'instauration d'une garde alternée est effectivement à même de préserver le bien de l'enfant, nonobstant et

- 10 - indépendamment de l'accord des parents à cet égard (ATF 142 III 612 consid. 4.2, 617 consid. 3.2.3 ; TF 5A_338/2024 du 10 mars 2025 consid. 4.4.2). En matière d'attribution des droits parentaux, le bien de l'enfant constitue en effet la règle fondamentale (ATF 150 III 97 consid. 4.3.2 ; ATF 141 III 328 consid. 5.4), les intérêts des parents devant être relégués au second plan (ATF 142 III 617 consid. 3.2.3 et les réf. citées). Au nombre des critères essentiels pour cet examen, entrent en ligne de compte les capacités éducatives des parents, lesquelles doivent être données chez chacun d'eux pour pouvoir envisager l'instauration d'une garde alternée, ainsi que l'existence d'une bonne capacité et volonté de ceux-ci de communiquer et coopérer, compte tenu des mesures organisationnelles et de la transmission régulière d'informations que nécessite ce mode de garde (ATF 142 III 612 consid. 4.3, 617 consid. 3.2.3 ; TF 5A_338/2024 précité consid. 4.4.2). Il faut choisir la solution qui, au regard des données de l'espèce, est la mieux à même d'assurer à l'enfant la stabilité des relations nécessaires à un développement harmonieux des points de vue affectif, psychique, moral et intellectuel. Si les parents disposent tous deux de capacités éducatives, le juge doit dans un second temps évaluer les autres critères d'appréciation pertinents pour l'attribution de la garde. Il doit ainsi tenir compte de la situation géographique et de la distance séparant les logements des deux parents, de la stabilité que peut apporter à l'enfant le maintien de la situation antérieure, de la possibilité pour chaque parent de s'occuper personnellement de l'enfant, de l'âge de celui-ci et de son appartenance à une fratrie ou à un cercle social ainsi que du souhait de l'enfant s'agissant de sa propre prise en charge, quand bien même il ne disposerait pas de la capacité de discernement à ce propos (ATF 142 III 612 consid. 4.3, 617 consid. 3.2.3 ; TF 5A_338/2024 précité consid. 4.4.2). Si le juge ne peut se contenter d'attribuer l'enfant au parent qui en a eu la garde pendant la procédure, ce critère jouit d'un poids particulier lorsque les capacités d'éducation et de soins des parents sont similaires (ATF 136 I 178 consid.

E. 5.1

Dans un quatrième grief, l'appelant requiert que l'enfant C.Z._____ soit domicilié auprès de lui, considérant être le parent le plus apte à prendre en charge son suivi administratif, scolaire et médical. Il soutient également que ses coûts directs auraient diminué.

E. 5.2

Selon l'art. 25 al. 1 CC (Code civil suisse du 10 décembre 1907 ; RS 210), l'enfant sous autorité parentale partage le domicile de ses père et mère ou, en l'absence de domicile

commun des père et mère, le domicile de celui de ses parents qui détient la garde ; subsidiairement, le domicile de l'enfant se situe au lieu de sa résidence lorsque des parents, tous deux titulaires de l'autorité parentale, ont des domiciles distincts, sans que ni l'un, ni l'autre, n'ait été privé de la garde. La résidence de l'enfant se trouve au lieu avec lequel il a les liens les plus étroits, soit généralement au domicile du parent auprès duquel il vit le plus régulièrement et qui le prend en charge (Meier/Stettler, Droit de la filiation, 6e éd., 2019, n. 1093 ; Juge unique CACI 18 avril 2019/217 consid. 3.2.2). Dans un litige relatif aux allocations familiales, le Tribunal fédéral a considéré que le lieu de scolarisation de l'enfant était déterminant pour fixer son domicile (ATF 144 V 299 consid. 5.3.3.4).

E. 5.3

En l'espèce, l'appelant n'étaye pas son assertion selon laquelle il serait plus adéquat que l'intimée – qui exerce la garde de fait – pour se charger du suivi scolaire, administratif et médical de son fils. Il en va de même pour l'argument relatif aux coûts directs de l'enfant C.Z._____ qu'il mentionne de manière lapidaire, sans même

- 17 - tenter de le rendre vraisemblable et sans que l'on comprenne ce qu'il faudrait en retirer. Faute de motivation suffisante, ces griefs sont irrecevables.

E. 6.1

Dans un dernier grief, l'appelant estime que la première juge devait faire application de l'art. 125 al. 3 ch. 3 CC compte tenu du jugement rendu le 14 mai 2025 par le Tribunal de police de l'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois à l'encontre de l'intimée.

E. 6.2

Aux termes de l'art. 125 al. 3 CC, l'allocation d'une contribution d'entretien peut exceptionnellement être refusée en tout ou en partie lorsqu'elle s'avère manifestement inéquitable, en particulier parce que le créancier a gravement violé son obligation d'entretien de la famille (ch. 1), a délibérément provoqué la situation de nécessité dans laquelle il se trouve (ch. 2) ou a commis une infraction pénale grave contre le débiteur ou l'un de ses proches (ch. 3). La jurisprudence a précisé que l'utilisation des termes « gravement violé » au chiffre 1, « délibérément » au chiffre 2 et « infraction pénale grave » au chiffre 3 parle en faveur d'une application restreinte des motifs de réduction ou de suppression de la rente, même si les motifs ne sont pas énumérés d'une manière exhaustive dans cet alinéa. La faculté énoncée à l'art. 125 al. 3 CC est placée dans la perspective de l'abus de droit, avec cette conséquence que la réclamation d'une contribution d'entretien dont le montant ne serait pas réduit doit apparaître comme choquant (venire contra factum proprium) ou manifestement inéquitable ; c'est pourquoi l'obligation de payer une rente ne doit être réduite ou même supprimée qu'avec une grande retenue, l'un des buts prépondérants de la révision du droit du divorce étant de réduire aussi fortement que possible l'importance de la faute des époux dans la détermination du droit à une contribution d'entretien (ATF 127 III 65 consid. 2a, JdT 2001 I 225). Un comportement qui n'est pas expressément

- 18 - visé par les chiffres 1 à 3 de l'art. 125 al. 3 CC ne peut entrer en considération comme motif de réduction ou de suppression de la rente que s'il revêt une gravité ou une intensité comparable aux circonstances énumérées par ces dispositions (ATF 127 III 65 consid. 2b ; TF 5C.232/2004 du 10 février 2005 consid. 2.3 ; Stoudmann, op. cit., p. 442 ss ; CACI 30 juin 2025/281 consid. 3.1).

E. 6.3

Une fois encore, l'appelant se contente de soulever ce grief sans le développer conformément aux exigences de motivation. Cet argument est au surplus prématuré puisque l'appelant relève lui-même que la condamnation de l'intimée n'est pas définitive compte tenu du dépôt d'un appel auprès de la Cour d'appel pénale du Tribunal cantonal. Au surplus, l'infraction commise par l'intimée n'atteint a priori pas un degré de gravité tel que le principe même de l'allocation d'une contribution d'entretien apparaisse manifestement inéquitable et justifiée, à ce stade, l'application pleine et entière de la clause de rigueur prévue à l'art. 125 al. 3 ch. 3 CC. Partant, le grief s'avère mal fondé, dans la mesure où il est recevable.

E. 7.1

Au vu de ce qui précède, l'appel, manifestement infondé, doit être rejeté dans la mesure où il est recevable, en application de l'art. 312 al. 1 in fine CPC et l'ordonnance entreprise confirmée.

E. 7.2

Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 1'200 fr. (art. 65 al. 4 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ; BLV 270.11.5]), seront mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC).

E. 7.3

Il n'y a pas lieu à l'allocation de dépens de deuxième instance, l'intimée n'ayant pas été invitée à se déterminer sur l'appel.

- 19 - Par ces motifs, la Juge unique de la Cour d'appel civile prononce : I. L'appel est rejeté dans la mesure de sa recevabilité. II. L'ordonnance est confirmée. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 1'200 fr., sont mis à la charge de l'appelant A.Z._____. IV. L'arrêt est exécutoire. La juge unique : La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète à : - Me Franck-Olivier Karlen (pour A.Z._____), - Me Liza Sant'Ana Lima (pour B.Z._____),

- 20 - et communiqué, par l'envoi de photocopies, à : - Mme la Présidente du Tribunal civil de l'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), le cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.